

avec Blanqui l'un des deux grands organisateurs de cette insurrection autant patriotique que sociale.

Flourens, dans ce chaudron de l'Hôtel de ville envahi par la foule, a tenté de proclamer un Gouvernement de Salut public et a aussi établi une liaison avec cette « commission municipale révolutionnaire » de 28 « citoyens » qui, avec Ranvier, Vésinier, Oudet, etc., s'empare de la mairie du XX^{ème} arrondissement.

On l'a montré tour à tour « halluciné », hésitant, opposé à toutes violences ce soir là - il voulait simplement la démission des hommes du 4 septembre - mais il faut noter le peu d'enthousiasme des bataillons du XX^{ème} dont un seul est venu Place de grève avant de repartir sans avoir rien fait. Finalement le gouvernement a été délivré par des bataillons de l'ordre. Un accord de compromis permet à Flourens, Blanqui, Millière, Ranvier et aux *Tirailleurs de Belleville* de quitter l'Hôtel de ville et dans le XX^{ème}, à l'aube, la « Commission communale provisoire », qui avait prêché la « conciliation » pour « empêcher toute espèce de violence » remet la mairie aux mains du commerçant Braleret, le maire du 4 septembre.

La tension va persister dans l'arrondissement où Flourens s'est retiré, protégé par ses *Tirailleurs*. Le 2 novembre la rumeur dit qu'il s'est installé à la mairie pour en faire le siège d'une « Commune révolutionnaire », mais l'agitation dans la Garde nationale et dans les clubs ne sera relayé que par une manifestation de femmes qui, drapeau rouge en tête, ira jusqu'à l'Hôtel de ville pour y réclamer « la Commune ».

Ce jour là pourtant, le XX^{ème} - c'est le seul - repousse le plébiscite de la Défense par 9 635 non contre 8 291 oui. Une attitude qui est confirmée par les élections municipales puisque le 5 novembre Gabriel Ranvier est désigné comme maire et le 7, Flourens est élu adjoint par 7 339 voix avec Millière, 7 822, et Lefrançais, 5 697. Malgré les promesses du 31 octobre des mandats d'arrêt ont été lancés. Ranvier est arrêté et révoqué, Flourens, comme Blanqui, se dérobe aux poursuites.



Chez DEFORET & CÉSAR, Libraires-Éditeurs, 44, Rue 1^{re} des Petits Champs

Imp. TALONS, Marche St-Benoit n. 12

FLOUREN



Dans la clandestinité.

Signalons ici que Flourens n'a pas regretté ce mandat d'adjoind à la mairie du XX^{ème} dans la mesure où il estimait que ces élections pour vingt maires étaient « une mesure détestable » et chaotique, le pouvoir réel restant au seul maire de Paris.

Dans la clandestinité, Flourens va se faire remarquer par un bel article très internationaliste, paru dans *La Patrie en danger*, en faveur de tous les peuples - bien loin de ses cours au Collège de France - à l'occasion de la mort au combat de plusieurs *Tirailleurs de Belleville*. En décembre, la police tente sans succès de l'arrêter, isolée qu'elle est dans les faubourgs, mais Flourens ne supporte pas d'être séparé de ses *Tirailleurs* et se rend auprès d'eux aux avant-postes à Maisons-Alfort où il se fait arrêter le 7 décembre en tombant dans « un guet-apens militaire ».

La police prétend que cette arrestation serait bien vue par « l'immense majorité de la population parisienne » mais le 21 janvier un commando d'une centaine d'hommes le délivre de Mazas. Flourens remonte aussitôt dans le XX^{ème} pour y installer un « pouvoir populaire ». Les chefs de bataillon, une fois de plus, refusent de le suivre dans ses projets d'insurrection. Les Bellevillois, d'ailleurs, ne donneront pas lors de l'insurrection du 22 janvier, à cause de « l'état moral de la population ».

Paris livré.

C'est chez Odysse Barot que Flourens se cache jusqu'au 18 mars. Il y écrit *Paris livré*, un ouvrage de 228 pages où, après avoir donné un tableau politique précis de la fin de l'Empire, il étudie la vaste trahison du Gouvernement de la défense nationale, de ses ambassadeurs et de ses différents états-majors. Le peuple étant l'ennemi commun de ces deux régimes. Analyse et dénonciation. Guillemin ne fera pas mieux.

Par ailleurs *Paris livré* peut être considéré comme un livre testament. C'est un point de non retour. La Révolution ne peut être que victorieuse. Flourens, qui estimait que Baudin avait eu un destin enviable en périssant sur une barricade, a eu la vision de sa propre mort, comme l'indique une phrase, rappelée dans le livre, figurant sur le placard collé sur les murs de Paris après sa condamnation à mort du 10 mars par les conseils de guerre pour l'insurrection du 31 octobre :

« J'ai appris par une longue expérience des choses humaines, que la liberté se fortifiait par le sang des martyrs.

Si le mien peut servir à laver la France de ses souillures et à cimenter l'union de la patrie et de la liberté, je l'offre volontiers aux assassins du pays et aux massacreurs de janvier ».

Cette affiche prouve que Flourens est tout de même actif dans cette période bien qu'il ne soit pas mêlé à la mise en place de la Fédération de la Garde nationale. On l'aurait d'ailleurs aperçu à Versailles le jour de sa condamnation et, même si de Fonvielle affirme qu'il voulait alors tourner le dos à la politique en partant à l'étranger, on ne sait pas s'il a agi ou non dans le XX^{ème} qui avait alors échappé au contrôle gouvernemental.

III. LA COMMUNE ET L'ASSASSINAT DE FLOURENS

Le 18 mars sans Flourens ?

Pour la plupart des auteurs, Flourens n'aurait rien fait lors de l'insurrection du 18 mars, alors même que Ranvier et Eudes sont très actifs. Pourtant, l'on peut trouver sa signature avec celle de Mortier sur un laissez-passer délivré à Jenart, son compagnon d'avant le 31 octobre, pour inspecter les barricades et une dépêche gouvernementale indiquée, à 10h15, qu'« on dit Flourens près d'une barricade ». Ses anciens bataillons, dont le 173^o, marchent ce jour là et nous le retrouvons le 25 mars comme adjoint avec le maire Ranvier à la mairie du XX^{ème}, appelant les « citoyens » de l'arrondissement aux urnes pour « sauver la France » en instaurant la « République démocratique, sociale et universelle ». Le 29 mars, il vient, encore rasé, à l'Hôtel de ville et le lendemain, les journaux publient son ordre du jour à la 20^o légion, comme « général à titre provisoire ».

Les élections : piège à communards.

Le 26 mars, il a donc été élu membre de la Commune en 3^{ème} position par 13 498 électeurs du XX^{ème}, derrière Ranvier (14 127 voix), Bergeret (14 003) et devant Blanqui, 13 338 voix (sur 28 000 votants). Un très bon score qui prouve qu'il avait accru sa popularité puisqu'aux élections de novembre, il n'avait recueilli que 7339 voix. Notons toutefois que c'est Ranvier qui proclamera les résultats de la Commune le 28 mars à l'Hôtel de ville.

Sa présence dans la *Commission militaire* de la Commune et sa reprise du commandement des bataillons du XX^{ème} appuyée d'une profession de foi dans laquelle il leur rend hommage - « C'est Belleville qui (...) a commencé à sauver la République et l'honneur de la France » - montrent sa volonté de combattre Versailles le plus tôt possible. D'ailleurs il récupère ses armes saisies lors de son arrestation de décembre 1870. La politique proprement dite, au sens étroit du terme, ne l'intéresse pas et on ne le verra pas siéger à l'Hôtel de ville.

La sortie meurtrière d'avril.

Bien que l'on ait signalé ici et là que Flourens, qui est rétrogradé au grade de colonel, glissait dans la désespérance voire la prostration, je constate, par ses quelques billets, qu'il veut jouer un rôle dynamique dans la sortie qui se prépare dès le 2 avril. Ce jour là, il reçoit l'ordre de « marcher sur Versailles » avec une colonne de gardes nationaux. Mais c'est Bergeret « lui-même » qui commande cette aile droite de l'offensive fédérée, celle du centre étant sous les ordres d'Eudes, tandis que l'aile gauche est dirigée par Duval.

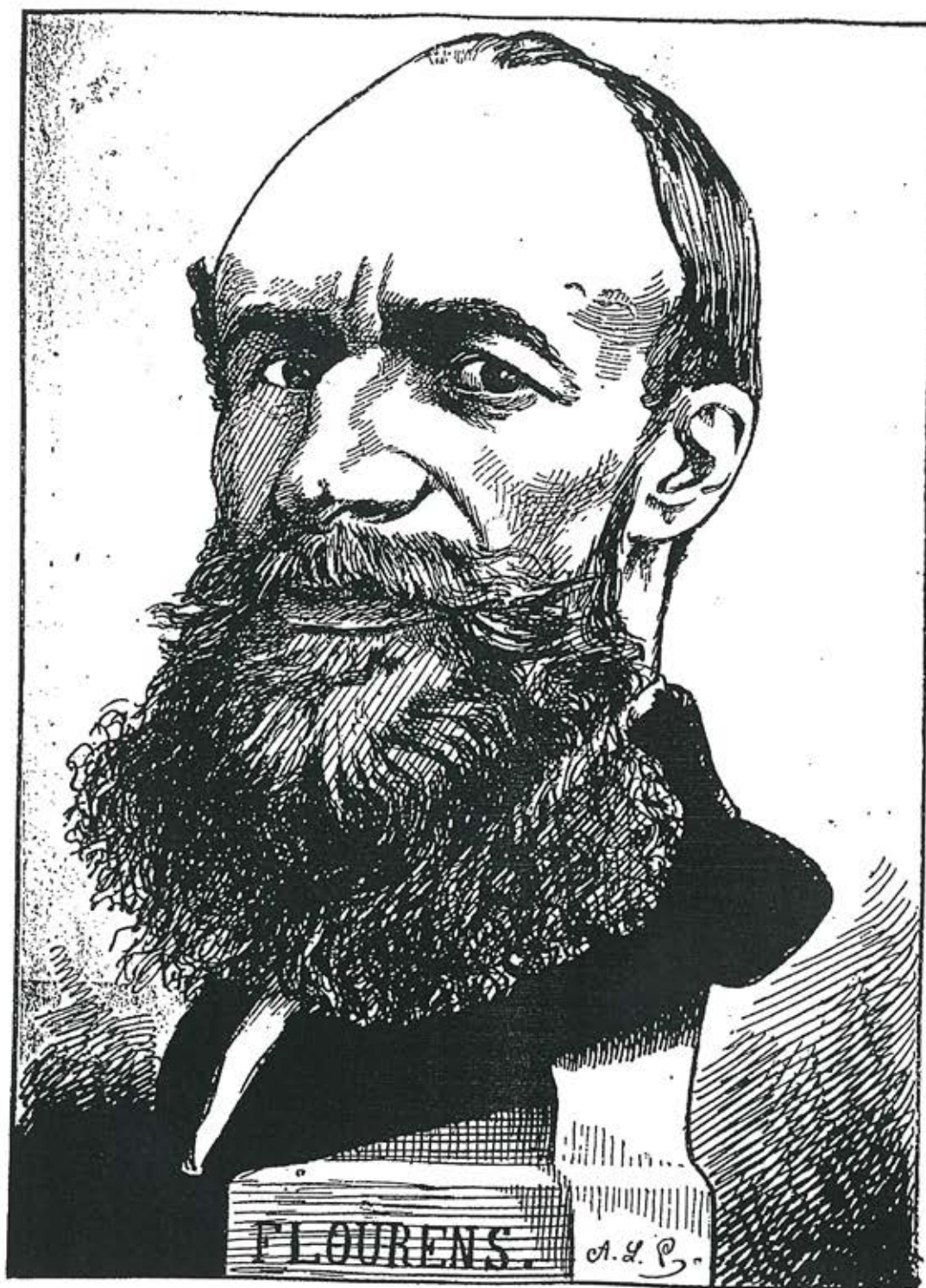
Je n'insisterai pas sur les péripéties de l'affrontement du 3 avril, un échec sanglant dans lequel Bergeret a de grosses responsabilités, dans la mesure où il était au courant par des dépêches du repli des troupes versaillaises dans le fort du Mont Valérien. Les fédérés se font canonner depuis la citadelle. Seulement 4000 hommes peuvent gagner Port Marly avant d'être rejetés sur la partie de Rueil proche de Chatou, puis sur Nanterre.

Quelques centaines d'hommes seulement semblent vouloir encore combattre. C'est la confusion. Des fédérés accusent Flourens de trahison. Ne voulant pas être le Ducrot de la Commune, il refuse personnellement de faire retraite. Accablé, il se retire dans une auberge des berges de Rueil avec son ami Amilcare Cipriani où, suite à une dénonciation, ils sont débusqués par les gendarmes. Tandis que Cipriani est grièvement blessé en combattant, Flourens, désarmé et sans ressort, est assassiné d'un coup de sabre par l'officier Desmaret qui sera décoré pour ce meurtre sanguinaire. Son corps est emmené à Versailles.

IV. NOTRE REGRETTE FLOURENS.

La Commune élue muette.

Dans un premier temps la mort de Flourens, qui est très vite signalée par la presse tant versaillaise que communarde, est plus ou moins dissimulée par la Commune élue. Bergeret, interpellé le 3 avril sur l'affaire du Mont Valérien, raconte n'importe quoi : il est applaudi. Dans la séance de nuit du 4-5 avril, Chardon annonce l'assassinat de Duval - ce qui entraînera le vote du décret des otages - mais il faut attendre la séance du 8 avril pour que l'on entende Léo Meillet, élu du XIII^{ème}, demander « l'arrestation du citoyen Flourens, qui aurait, d'après certains journaux, fait clandestinement enterrer, avec l'aide d'un prêtre, le corps du membre de la Commune, assassiné par les versaillais ». Puis on ne parle plus de « notre pauvre et regretté Flourens » évoqué dans une lettre du 12 avril de Dupont à Cluseret. A-t-on craint les réactions des Bellevillois ? Notons qu'à ce moment là, les élus se mobilisent contre les sous comités d'arrondissement.



Tout le monde, en tous cas, était au courant de cet « enfouissement ». Odilon Delimal donnait à compter du 8 avril dans *La Commune* un long article nécrologique et des « détails exacts » étaient fournis par le même journal à la date du 1^{er} mai sur « L'assassinat de Flourens », mais il fallait attendre le 21 mai pour qu'Odysse Barot, dans *Le Fédéraliste* décrive ce « convoi honteux » du 6 avril, digne d'un « supplicé », suivi par trois personnes alors qu'il aurait du être accompagné par « 400 000 citoyens en larmes ».

Les obsèques familiales.

La famille de Flourens, notamment sa mère Aline et son frère Émile, qui sera député et ministre sous la III^{ème} République, était intervenue auprès de Thiers, par l'employé d'État-Major Jules Bezard, pour récupérer le corps à Versailles afin de l'inhumer dans le sarcophage familial, à la 66^{ème} division du Père Lachaise, là où reposait déjà le père depuis 1867. Un capucin, le Père Stanislas, l'avait béni. Il semble bien qu'il y ait eu un accord entre Thiers et le famille, qu'il connaissait, pour éviter toute manifestation vengeresse à l'occasion des obsèques (le corps des *Vengeurs de Flourens* s'est constitué après). Il faut reconnaître que Versailles, malgré l'assassinat jamais avoué, a répondu favorablement et respectueusement aux demandes des Flourens. Le gendarme Desmaret a dû restituer les armes de Gustave en mai 1871 et un jugement a été rendu pour permettre de dresser son acte de décès.



Père-Lachaise : tombe de Flourens (photographie : Alain Dalotel ©)

Le culte du héros.

Très tôt des inconnus ont été sur la tombe familiale mais c'est à compter de la fin 1878 qu'un culte se met en place pour rendre hommage au « chevalier de la révolution ». On se rend ensuite chaque année le 3 avril par centaines et dans le calme pour déposer des couronnes payées par des souscriptions populaires organisées par les journaux se réclamant de la Commune. En 1880, Blanqui prononce là un discours sur son compagnon du 31 octobre : « Il possédait toutes les vertus que les conservateurs qualifient de vices, c'est à dire le courage, le

patriotisme et le dévouement. Sa mémoire ne peut périr, il y a place dans l'Histoire à ceux qui sont tombés pour les grandes causes ».

Ce culte du héros a fini par s'éteindre mais en 1888, le Comte d'Hérisson, un ancien officier versaillais, remarque sur la tombe ce mot ajouté par une main anonyme : « assassiné ». Dix ans après, Prolès écrivait, dans la collection « Les hommes de la révolution de 1871 », son chaleureux *Gustave Flourens*, préfacé par Cipriani. J'ai l'exemplaire de la *Bibliothèque des amis de l'instruction du XVIIIème arrondissement* 57 rue de la Chapelle. Décidément, on ne pouvait totalement oublier cet idéaliste habité, comme l'a écrit Odilon Delimal par une folie « sublime ».

Flourens était-il fou ?

Paul Delion, dans *Les hommes de la Commune*, a parlé, à propos de Flourens, de ce « renom de bravoure poussé jusqu'à la folie ». N'avait-il pas, un beau jour, traversé Paris tout seul avec une carabine sur l'épaule ? Il concluait ainsi son portrait : « On devinait l'écervelé dans le regard extatique et souvent étrange à force d'être hagard (...) nous avons eu notre Don Quichotte tout aussi courageux, tout aussi ridicule que celui de Cervantès, tout aussi sympathique ». Une opinion quasiment partagée par Arago : « ce jeune savant, ce hardi soldat, tour à tour professeur et condottiere, me parut, par ses longs silences concentrés que rompaient tout à coup des exaltations de langage, avoir le cerveau mal équilibré ». Ce « chevalier errant » était, selon Alfred Lepetit « un cerveau malade » et il cite Catulle Mendès affirmant : « C'était un fou qui était un héros ». Enfin Wilfrid de Fonvielle, qui dit avoir été son ami, souligne qu'il était victime de son « exaltation d'idées »...

Il faut, à mon avis lire entre les lignes car il ne faudrait pas perdre de vue que la véritable folie de Flourens, pour les bourgeois, était d'avoir choisi le camp de la « révolution sociale » des « gueux » de Belleville. Lui, rentier depuis ses vingt ans, avait mis cette richesse au service de la Cause, aussi prodigue de son sang que de son argent qui aurait servi à acheter des armes et à soulager à Belleville « de nombreuses misères ».

Cette accusation de folie est ressortie plusieurs années après lorsque le journal *Le Gaulois*, en 1874, a publié un appel du Commandant Flourens « Aux amis de Belleville » où il expliquait qu'il n'était ni mort ni jugé mais que l'on avait fait croire à sa mort tout en l'enfermant dans un asile de fous et qu'on lui passait la « camisole de force » chaque soir.

Détracteurs en tous genres.

Les organes royalistes, bonapartistes et mêmes d'autres, ont critiqué Flourens avant pendant et après la Commune, pour tout et n'importe quoi : ses costumes extravagants, ses

chevaux (Pictor, un cheval de l'écurie impériale, puis celui de Clément Thomas). On l'a montré contradictoirement comme un indécis qui se laissait entraîner et comme quelqu'un qui ne voulait pas admettre le principe de la hiérarchie. Tout a été bon pour salir sa mémoire. *L'Ordre* du 6 juin 1873 a fait plus que suggérer que Flourens avait eu des contacts avec Thiers en 1869 et que des papiers avaient disparus de chez sa maîtresse rue des maronites, tandis que d'autres le traitait d' « agent bonapartiste ». La pire attaque allait venir d'une femme, la veuve Désirée, ex militante des réunions publiques, qui, dans une très méchante plaquette de six pages, intitulée *Une rectification sur Gustave Flourens*, tentait de traîner son souvenir dans la boue. Pour elle, Flourens, qui n'était qu'un lâche un mouchard et un traître à la Révolution, voulait être depuis 1869 un nouvel Alexandre : celui de Belleville.



UNE QUESTION POUR CONCLURE.

G. Puissant, dans *Le Faubourg* de Gustave Maroteau du 20 février 1870, écrivait à propos de Flourens :

« Il nous appartient aussi, celui là, le peuple et le faubourg le réclament.

Et pourtant, s'il est d'une nature élégante et aristocratique, c'est la sienne. Voyez le plutôt. La face rappelle la panse d'un violon. Son front haut et élargi au sommet, son crâne déplumé, présentant les lueurs douces d'un vieil ivoire brossé. L'œil, plein de caressantes clartés au repos, roule du feu quand frappent à la poitrine de ce fou d'équité, les mots de droit et de liberté ».

Ce portrait - j'aurai pu en citer d'autres du même genre - prouve à l'envi qu'à Belleville on raffolait absolument de ce risque-tout de « Florence » pour ses idées et son action. Les faubouriens se sentaient en phase avec ce révolutionnaire qui ne voulait agir que conformément à ce qu'il estimait vrai et juste, quitte à rompre avec une situation ou des hommes. Mais Flourens, qui aimait le combat patriotique ou social, voyant à la façon antique dans le citoyen en armes un guerrier plutôt qu'un travailleur, n'était en réalité ni un Robespierre, ni un Saint-Just. Sa sensibilité, parfois presque féminine, son humanité, ne lui permettaient pas de franchir certaines limites. Il avait des réserves pour le jacobinisme, appréciant modérément un Delescluze. Dans le jeu des étiquettes, on peut tout juste l'apparenter aux blanquistes. Notons ici que si Marx a parlé du « chevaleresque et généreux Flourens » le cordonnier Gustave Durand, membre de l'AIT et chef du 63^{ème} bataillon, a tout fait pour se mettre en travers de Flourens et de ses amis qui n'étaient d'après lui qu'une « infime minorité ». André Léo, l'une des grandes révolutionnaires de 1871, a été plus loin, sans nul doute plus profond, en écrivant, à propos de « l'agonie populaire » : « Ils étaient bien peu qui puissent comprendre. Flourens, très patriote et très brave, n'était que cela, capable de se faire tuer mais non de commander ». Une opinion pleine de sympathie qui nous alerte toutefois sur certains graves problèmes de la Commune, notamment en matière militaire.

Quelque part, Flourens s'est sacrifié pour Belleville et Ménilmontant. Doit-on et peut-on aujourd'hui envisager de réparer un oubli en donnant son nom à un petit bout de la rue des Pyrénées dans le XX^{ème} arrondissement, là où il a habité, au numéro 397, lors de ses activités révolutionnaires parisiennes ? N'a t-on pas baptisé un passage du XVII^{ème} arrondissement du nom de son père Marie-Jean-Pierre Flourens ? N'a t-on pas donné le nom de l'un de ses ennemis les plus acharnés, Jules Ferry, à une partie du boulevard Richard Lenoir dans le XI^{ème} arrondissement ? Une idée à débattre avant qu'une rame Decaux ne prenne l'initiative d'un hommage au grand communard.

CÉRÉMONIE ET DÉBAT EN SOUVENIR DES ENFANTS JUIFS MORTS EN DÉPORTATION

Marius Mouette

Le samedi 20 mai 2000, à l'initiative du comité de l'école de la rue de Tlemcen, a eu lieu une cérémonie pour la pose d'une plaque en mémoire des enfants juifs des deux écoles morts en déportation.

En parallèle avec cette commémoration, et avec le concours de l'association Mémoire vivante du XX^e, le directeur de l'école élémentaire et spécialisée 22 rue Olivier Métra, M. Alain Seksig, avec le soutien de sa collègue directrice de l'école élémentaire 24 rue Olivier Métra, Mme Hélène Quenor, avait organisé une réunion-débat dans le préau de l'école. Parents, enfants des écoles, témoins de cette époque et sympathisants de tous bords y étaient conviés. Des invités spécialistes des questions de cette époque, à savoir Annette Wiewiorka, historienne, auteur de livres sur cette période, Henry Rouso, historien, directeur de l'Institut d'Histoire du Temps Présent, Michel Zaoui, avocat des parties civiles au procès de Maurice Papon, s'étaient déplacés pour expliquer ces années noires de notre pays et répondre aux questions de l'assistance. Enfin Maurice Arnoult, maître bottier de Belleville était venu, comme témoin direct, évoquer ses souvenirs vécus de ces moments passés, déjà lointains et ignorés d'une partie de l'assistance.

Henry Rouso, devant un public nombreux et attentif, entama les débats, après une présentation d'Alain Seksig, et rappela les persécutions nazies dans toute l'Europe à l'encontre de diverses communautés, et dont les juifs furent les principales victimes. Il rappela que les juifs moururent en grand nombre en déportation et que les pays les plus touchés en Europe furent l'Allemagne, bien sûr, ainsi que la Pologne et l'URSS. Sans que cela soit une atténuation de ce crime, les juifs de France et d'Italie furent cependant moins nombreux à périr que leurs infortunés coreligionnaires des pays de l'Est de l'Europe. Il rappela également que l'État Français alla au delà des demandes du Reich, exigeant, au premier abord seulement, l'extradition des juifs étrangers. Il mit également en évidence la mécanique de l'État Français où, à côté d'antisémites notoires et enragés, un certain nombre de hauts fonctionnaires (commissaires, préfets) ne furent que des exécutants zélés des consignes de l'État.

Annette Wiewiorka basa surtout son exposé sur la condition des enfants juifs pendant l'occupation. Faisant suite à l'exposé précédent, elle insista sur l'aspect complaisant de l'État Français, allant au delà des revendications allemandes pour accentuer son effet collaborationniste et plaire à l'allié allemand: il n'avait encore jamais été question du

sort des enfants dans l'accord entre la France et l'Allemagne. Désirant aller plus loin, et dans un souci soit disant humanitaire, les autorités décidèrent de rafler les enfants en même temps que les parents, dans le prétexte de ne pas les séparer de leur famille. Presque tous, envoyés dans les camps de Beaune la Rolande ou Drancy, périrent à Auschwitz. Cependant Mme Wiewiorka relèvera le rôle de voisins charitables, ayant pris en charge des enfants pour les faire échapper à leur sort, ou de gardiens de la paix compatissants ayant prévenu les familles à temps pour éviter la déportation. Elle finira par évoquer les multiples familles de province ayant recueilli ces enfants qui deviendront orphelins pour la plupart, les plus chanceux retrouvant un ou plusieurs membres de leur famille après la guerre, ainsi que les enfants du village de Chambon dans le Massif Central.

La transition était facile pour Maurice Arnoult, ancien résistant, figure bien connue du vieux Belleville. Par ses paroles simples, faciles à saisir par l'auditoire, accompagnées de diapositives, il rappellera comment il a pu sauver deux enfants juifs qu'il a cachés dans un pavillon de banlieue à Savigny-sur-Orge. Ce n'est que justice pour cet homme modeste, qui n'estime avoir fait que son devoir d'être humain, s'il a été nommé "juste des nations" par l'État d'Israël.

Le débat ne pourra malheureusement aller à son terme, le comité Tlemcen ayant pendant ce temps dévoilé la plaque posée entre les deux écoles et entamé la lecture de la lettre d'un jeune garçon déporté et commencé le discours inaugural, empêchant l'intervention de Michel Zaoui.

Parallèlement à cette cérémonie, j'ai pu assister, le 7 octobre 2000, à la pose d'une plaque à l'école 10 rue Keller, en souvenir de 139 enfants juifs de l'école morts en déportation, présidée par M. Martino, directeur de l'école. Nous avons pu assister à un lâcher de ballons rappelant le nom de chaque victime par les enfants actuels des écoles, avec des allocutions de M. Sarre et des différents membres des associations sur le souvenir. Il est remarquable que dans les arrondissements voisins, aussi, on cultive la mémoire, comme le fait notre association, afin que les témoins de l'histoire transmettent le message à ceux qui n'ont pu vivre cette période et pour que les horreurs du passé ne se renouvellent pas et que le sacrifice des victimes n'ait pas été vain.

NOUVEAU NOUVEAU NOUVEAU NOUVEAU NOUVEAU



UN SITE INTERNET

NOTRE SITE EST DISPONIBLE SUR :

<http://memoire.vivante20.free.fr/>

DÉCOUVREZ

NOTRE PROGRAMME DE CONFÉRENCES

NOS ACTIVITÉS

NOS PUBLICATIONS

mise à jour régulière

Notre adresse :

Mémoire Vivante du 20^{ème} arrondissement de Paris

6, place Gambetta

75020 PARIS

Vous pouvez aussi nous écrire par courrier électronique :

memoire.vivante20@free.fr

Dans le cadre des recherches initiées par notre association

- **ANDRIEU Claire**, *Les sociétés municipales de secours mutuels des 19^{ème} et 20^{ème} arrondissements de Paris. 1865-1950*, 2 volumes, Université Paris I Panthéon-Sorbonne, Mémoire de maîtrise d'histoire contemporaine sous la direction d'Antoine Prost et Michel Dreyfus, septembre 1997.
- **LEGRIS Patricia**, *Les Juifs ashkenazes du 20^{ème} arrondissement dans les années 1930. Lebn vi Got in Frankraykh*, Université Paris I Panthéon-Sorbonne (Centre d'histoire sociale du XX^e siècle), Mémoire de maîtrise en histoire contemporaine sous la direction de Michel Dreyfus et Jean-Louis Robert, 2000.
- **PATRAULT Marie-Laure**, *La Résistance dans le 20^{ème} arrondissement. 1940-1944*, Université Paris I Panthéon-Sorbonne (Centre d'histoire sociale du XX^e siècle), Mémoire de maîtrise en histoire contemporaine sous la direction de Michel Dreyfus et Jean-Louis Robert, 2000.

DANS NOTRE PROCHAIN NUMÉRO

Les transports en commun dans le vingtième : des années trente à la reconstruction

*Si vous avez des témoignages sur ce sujet, des photographies ou des documents divers,
contactez-nous vite...*

et merci à l'avance de votre aide.



Laissez-nous votre adresse électronique sur notre site internet

et nous vous informerons de la parution du prochain numéro ainsi que des conférences à venir et des diverses activités de notre association.

MÉMOIRE VIVANTE DU XX^e

Présentation de notre association

Tout être humain a une histoire qui a façonné sa personnalité. Connaître ses racines et les conditions de son enfance, savoir comment et dans quelles circonstances elle s'est déroulée: tout cela est nécessaire pour maîtriser son identité et mieux vivre au présent. Ce qui est vrai pour toute personne l'est également pour tout groupe humain: tributaire d'une histoire commune qui ne peut être occultée, il se doit de la transmettre aux générations les plus jeunes. Ainsi, il existe un devoir de mémoire auquel il n'est pas possible de se soustraire.

Ceci est particulièrement vrai pour le XX^e arrondissement de Paris, un des hauts lieux de l'histoire de la capitale, en particulier dans le cas des années 1930 au début des années 1950. De la crise économique qui, touchant la France à partir de 1931, entraîne - déjà - des centaines de milliers de chômeurs, aux premières années de la Guerre Froide, multiples furent les luttes politiques et sociales auxquelles fut mêlée la population du XX^e arrondissement! Elle vit la montée de l'extrême-droite et la riposte antifasciste à partir de 1934, puis les espoirs et les premières réalisations du Front populaire, très vite brisés par la Guerre d'Espagne et l'expansion hitlérienne en Europe. Viennent ensuite le déclenchement de la Seconde Guerre mondiale, l'effondrement de la III^{ème} République et l'avènement de Vichy, la résistance, ô combien difficile, puis les débuts de la reconstruction de la France: comme on peut encore le constater aujourd'hui, ces deux décennies ont fortement marqué notre pays et le XX^e arrondissement y a pris sa part, toute sa part.

Pourtant, cette histoire reste encore mal connue aujourd'hui. Aussi il devient urgent de l'entreprendre à travers des recherches multiples et en interrogeant ceux qui en furent les acteurs. C'est pourquoi s'est créée l'Association « Mémoire Vivante du 20^{ème} arrondissement ». « Mémoire Vivante » se donne pour objet de recueillir, rassembler, transmettre et diffuser tout ce qui concerne l'histoire et la mémoire du XX^e arrondissement, plus particulièrement pour les années 1930-1950. Aussi l'association entend favoriser toutes les formes de manifestations et de publications conformes à son objet ainsi que de coordonner les travaux qui s'y rapportent.

Ce second numéro des *Cahiers de la Mémoire Vivante du XX^{ème}*, consacré à la Résistance dans le Vingtième, concrétise nos recherches et nos diverses initiatives.

« Mémoire Vivante du XX^e arrondissement » entend associer le plus largement possible les témoins de cette histoire et la population du XX^e arrondissement à ses projets. Si vous êtes intéressé par cette démarche, venez nous rencontrer lors d'une prochaine conférence ou renseignez-vous sur notre site internet.

Michel Dreyfus, *président de l'association Mémoire vivante du XX^e*.

Cahiers de la Mémoire Vivante du XXème

N° 2 DÉCEMBRE 2001

SOMMAIRE

DOSSIER RÉSISTANCE

PRÉSENTATION de Michel DREYFUS	1
LA RÉSISTANCE DANS LE XXE ARRONDISSEMENT, Marie-Laure PATRAULT.	3
LA JOC ET LA JOCF DANS LE XX ^E ARRONDISSEMENT (1927-1947), Éric BELOUET	8
LE PÈRE-LACHAISE PENDANT LA GUERRE, extraits du livre de Danielle TARTAKOWSKY	15
LA PRESSE DE LA RÉSISTANCE DANS LE XX ^e	19
LES DERNIÈRES BARRICADES DANS PARIS	22
VINGT-TROIS ÉTRANGERS ET NOS FRÈRES POURTANT..., entretien avec Simon RAYMAN	23
SÉLECTION BIBLIOGRAPHIQUE : LA RÉSISTANCE À PARIS	28

VIE DE L'ASSOCIATION

HOMMAGE À UN AMI: GÉRARD MÉLINAND	29
LE COMMUNARD GUSTAVE FLOURENS, UN HÉROS DE BELLEVILLE (1838-1871), Alain DALOTEL	31
CÉRÉMONIE ET DÉBAT EN SOUVENIR DES ENFANTS JUIFS MORTS EN DÉPORTATION, Marius MOUETTE	45
NOUVEAU !!! UN SITE INTERNET	46
TRAVAUX UNIVERSITAIRES SOUTENUS	47
MÉMOIRE VIVANTE DU XX ^e : Présentation de notre association	48